

ODÉON THÉÂTRE DE L'EUROPE

2 RUE CORNEILLE
75006 PARIS

+33 1 44 85 40 40
THEATRE-ODEON.EU

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Marché public de Travaux

TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE TRIBUNE TELESCOPIQUE DANS LES ATELIERS BERTHIER DU THEATRE NATIONAL DE L'ODEON

Marché n° 2025MDT002

Procédure adaptée passée en application des articles L2123-1, R2123-1 et R2123-4 du Code de la commande publique.

Table des matières

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES	1
(CCAP)	1
TRAVAUX D'INSTALLATION D'UNE TRIBUNE TELESCOPIQUE DANS LES ATELIERS BERTHIER DU THEATRE NATIONAL DE L'ODEON.....	1
ARTICLE PRELIMINAIRE – DEFINITIONS	5
ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES	5
1.1 Pouvoir Adjudicateur contractant.....	5
1.2 Titulaire du Marché	5
1.2.1 Représentant du Titulaire.....	5
1.2.2 Forme juridique du Titulaire	6
1.2.3 Défaillance du mandataire en cas de groupement	6
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE	6
2.1 Présentation du Théâtre National de l'Odéon.....	6
2.2 Objet.....	6
2.3 Variantes, tranche optionnelles, prestations supplémentaires éventuelles	6
ARTICLE 3. FORME DU MARCHE	6
ARTICLE 4. DECOMPOSITION DU MARCHE	7
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	7
5.1 Durée.....	7
5.2 Délais d'exécution	7
5.3 Coordination et planification	7
ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES	7
ARTICLE 8. PRIX ET MONTANT DU MARCHE	8
8.1 Caractéristiques des prix.....	8
8.2 Actualisation des prix	8
8.3 Révisions des prix	9
ARTICLE 9. AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE	9
9.1 Avance	9
9.2 Retenue de garantie	9
ARTICLE 10. CESSION ET NANTISSEMENT	9
10.1 Cession et nantissement	9
10.2 Comptable assignataire	9
ARTICLE 11. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	10
11.1 Lieu de livraison	10
11.2 Période de préparation, programme d'exécution des travaux	10
11.2.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	10
11.2.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	10
11.3 Etudes d'exécution	10
11.4 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	10
11.4.1 Gestion des déchets de chantier	10
11.4.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	10
11.5 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	11
ARTICLE 12. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
12.1 Contrôles et essais.....	11
12.2 Réception.....	11

12.2.1 Réception des travaux	11
12.2.2 Réfaction	12
12.2.3 Levée des réserves.....	12
12.2.4 Ordres de service.....	12
12.4 Documents fournis après réception	12
ARTICLE 13. GARANTIE	12
13.1 Garanties	12
13.2 Garantie particulière pour des matériaux de type nouveau.....	13
ARTICLE 15. FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT	13
15.1 Règlement des comptes	13
15.1.1 Périodicité de facturation	13
15.1.2 Décomptes	13
15.1.3 Décompte général définitif	13
15.2. Modalités et adresse de facturation	14
15.3 Délai global de paiement.....	14
15.4 Paiement.....	15
15.5 Taxe sur la valeur ajoutée.....	15
15.6 Présentation et contenu des factures	15
ARTICLE 16. PENALITES	15
ARTICLE 17. SOUS-TRAITANCE	17
ARTICLE 18. ASSURANCES ET RESPONSABILITE	17
18.1 Assurances	17
18.2 Responsabilité	17
ARTICLE 19. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	18
ARTICLE 20. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE.....	18
ARTICLE 21. CONFIDENTIALITE ET CLAUSE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	18
21.1 Confidentialité et protection des données.....	18
21.2 Utilisation par le Titulaire des droits de propriété intellectuelle du Théâtre National de l'Odéon	18
ARTICLE 22 – QUALITE DE SERVICE	18
22.1 Engagements	18
22.2 Obligations de collaboration, d'information et de conseils	19
22.3 Garantie de compétence et réactivité.....	19
ARTICLE 23. RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE.....	19
ARTICLE 24. MODIFICATIONS DU MARCHE - CLAUSE DE REEXAMEN	20
24.1 Modifications affectant le Titulaire	20
24.2 Modifications affectant le Marché – Clause de réexamen.....	20
24.2.1 Cas ouvrant droit à la modification.....	20
24.2.2 Modalités de modification	21
ARTICLE 25. SUSPENSION DES PRESTATIONS, ARRÊT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET DEFAILLANCE DU TITULAIRE.....	22
25.1 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....	22
25.2 Arrêt de l'exécution des prestations	22
25.3 Défaillance du Titulaire	22
ARTICLE 26. RESILIATION	22
26.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	22
26.2 Résiliation pour faute du titulaire	22

26.3 Résiliation pour évènements liés au Marché 23

ARTICLE 27. REGLEMENT DES LITIGES 23

ARTICLE 28. DEROGATIONS 24

ARTICLE PRELIMINAIRE – DEFINITIONS

Dans le Marché, sauf stipulations contraires, les termes et expressions suivants auront la signification qui leur est donnée par le présent article :

Date de Réception des travaux	Désigne la(les) date(s) de réception effective(s), partielles ou totale, par le Pouvoir Adjudicateur des travaux.
Date d'Entrée en Vigueur du Marché	Désigne la date de notification du Marché.
Maître d'Ouvrage	Désigne le Pouvoir Adjudicateur.
Marché	Désigne le Marché objet des présentes.
Membre	Le cas échéant, désigne, individuellement, chaque membre du groupement présenté dans l'Acte d'Engagement.
Notification	Action consistant à porter une information, un échange, ou une décision, à la connaissance de la(des) Partie(s) par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaines la date et l'heure de sa réception. La date et l'heure de réception qui peuvent être mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.
Ordre de service	Désigne la décision du Pouvoir Adjudicateur qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations objets du Marché. Les Ordres de service entrent en vigueur à compter de leur Notification au Titulaire.
Partie(s)	Désigne le Titulaire et/ou le Pouvoir Adjudicateur, en tant que signataires du Marché.
Pouvoir Adjudicateur	Théâtre National de l'Odéon
Tiers	Désigne toute personne autre que le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire, leurs sous-traitants, fournisseurs, prestataires et préposés.
Titulaire	Opérateur économique qui conclut Le Marché avec le Pouvoir Adjudicateur. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1 Pouvoir Adjudicateur contractant

Le Théâtre National de l'Odéon
2, rue Corneille | 75006 Paris
Tel : 01 44 85 40 40
Représenté par son administrateur

Ci-après dénommé le « **Pouvoir Adjudicateur** », « **Théâtre National de l'Odéon** », « **Théâtre** » ou « **TNO** »

1.2 Titulaire du Marché

1.2.1 Représentant du Titulaire

Pour faciliter la bonne exécution du Marché, le Titulaire désigne au moins une personne habilitée à le représenter pour recevoir par voie électronique les actes d'exécution.

1.2.2 Forme juridique du Titulaire

En cas de groupement, le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement à l'égard du Pouvoir Adjudicateur.

1.2.3 Défaillance du mandataire en cas de groupement

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours courant à compter de la notification de la mise en demeure par le Pouvoir Adjudicateur d'y procéder, le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'Acte d'Engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

2.1 Présentation du Théâtre National de l'Odéon

Le Théâtre national de l'Odéon est, en application du décret n° 68-905 du 21 octobre 1968, un établissement public industriel et commercial chargé de la gestion artistique et financière des salles de spectacles dont il dispose ; il est placé sous la tutelle du ministre chargé de la culture.

Il a pour objet la présentation d'œuvres théâtrales appartenant au répertoire classique et moderne, français et étranger, ainsi que la création d'œuvres nouvelles enrichissant ce répertoire. Il affirme une forte vocation européenne, conformément à sa mission statutaire, tant par l'accueil d'auteurs et de compagnies européennes que par les tour-nées de ses spectacles en-dehors des frontières. Ces tournées ont également lieu sur tout le territoire national.

Le Théâtre national de l'Odéon intervient sur plusieurs sites :

- Berthier (2 salles), sis au 38 boulevard Berthier et au 1 rue Suarès, 75017 Paris ;
- Odéon (1 salle), sis au 2 rue Corneille, 75006 Paris ;
- La Chapelle (1 entrepôt) sis 24 rue Proudhon, 93000 Saint-Denis ;
- sur le territoire national, en Europe et dans le monde entier dans le cadre de tournées.

2.2 Objet

Le présent Marché a pour objet des travaux d'installation d'une tribune télescopique dans la grande salle des ateliers Berthier du Théâtre National de l'Odéon.

La description et les spécifications techniques sont définies dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

2.3 Variantes, tranche optionnelles, prestations supplémentaires éventuelles

Le présent Marché contient la prestation supplémentaire éventuelle suivante :

La PSE est relative à la dépose des éléments existants pour la mise en œuvre des travaux. L'entreprise prévoit l'ensemble des moyens humains et matériels pour réaliser ces opérations.

L'entreprise soumettra l'ensemble des opérations de dépose envisagée pour approbation par la maîtrise d'œuvre.

La mise en place de la nouvelle tribune nécessite la dépose des éléments suivants :

- La dépose et l'évacuation des tribunes existantes (2 tribunes basses / 2 tribunes hautes)
- La dépose et l'évacuation des structures de réhausse arrières
- La dépose et l'évacuation des escaliers latéraux
- La dépose et l'évacuation des armoires électriques et coffrets de raccordement

ARTICLE 3. FORME DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (ci-après « CCAP ») portent sur la passation d'un Marché public de travaux au sens de l'article L1111-2 du Code de la commande publique (ci-après « CCP »).

Les prestations feront l'objet d'un prix forfaitaire, dont les précisions sont indiquées dans la Décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF).

ARTICLE 4. DECOMPOSITION DU MARCHÉ

Le présent Marché n'est pas alloti. En effet, les prestations objet du Marché sont techniquement interdépendantes et doivent être réalisées dans une continuité et une cohérence garantissant l'adaptation aux spécificités architecturales du Théâtre.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION

5.1 Durée

Le Marché est conclu de sa Date de notification jusqu'à la fin de la Période de Garantie de Parfait Achèvement.

5.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution courent à compter de la notification du marché. **La date envisagée pour le début des travaux est le 06/07/2026. Les travaux doivent être achevés au 20/09/2026.**

Le planning prévisionnel des travaux devra être fourni par le Titulaire lors de la remise de son offre.

Le Titulaire signale au Théâtre, dans un délai de sept (7) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou évènement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant TNO d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le Titulaire.

Le Théâtre National de l'Odéon accorde une importance toute particulière au respect des délais. A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution, sous peine de se voir appliquer des pénalités prévues à l'article 16 du présent CCAP. Son exécution nécessite une capacité à être réactif et à répondre dans des délais contraints.

Le Titulaire est tenu de respecter le calendrier prévisionnel des travaux.

Les délais d'exécution incluent les délais de préparation.

5.3 Coordination et planification

Le Titulaire devra désigner un responsable de projet qui assistera à toutes les réunions de chantier.
Le Titulaire devra provoquer toutes les mises au point nécessaires pour la bonne marche du chantier.

Les rendez-vous de chantier ont lieu aux jours et heures fixés par le TNO.

Les opérateurs intervenant sur le chantier sont tenus de remettre au coordonnateur sécurité - santé leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.) au moins 8 (huit) jours avant leur intervention sur le chantier telle que prévue au calendrier général détaillé d'exécution.

ARTICLE 6. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles régissant le Marché sont, par ordre de priorité décroissante, les suivantes :

- L'Acte d'engagement et ses annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés publics de Travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Mémoire technique remis par le Titulaire dans le cadre de son offre ;
- Le planning prévisionnel remis par le Titulaire dans le cadre de son offre.

Nota:

Seuls les originaux détenus par le Pouvoir Adjudicateur font foi.

En cas d'incompatibilités ou de divergences d'interprétation entre les différentes pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Les pièces générales énumérées ci-dessus sont contractuelles, bien qu'elles ne soient pas matériellement annexées au dossier du Marché.

ARTICLE 8. PRIX ET MONTANT DU MARCHÉ

8.1 Caractéristiques des prix

Le Marché est conclu à prix forfaitaire.

De manière générale, les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune Prestation n'est à fournir par le Pouvoir Adjudicateur. Aucun complément de prix ne pourra être demandé à ce titre.

8.2 Actualisation des prix

Les prix du Marché feront l'objet d'une actualisation si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la Date de début d'exécution des Travaux. Cette actualisation sera alors effectuée à la Date de l'Ordre de service de démarrage des travaux, selon la formule suivante :

$$P = P(0) \times \frac{BT01(n) - 3 \text{ mois}}{BT01(0)}$$

Dans laquelle :

P = prix actualisé

P(0) = prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro

BT01(n) = indice tous corps d'état appliqué à la dernière valeur définitive connue au premier jour du mois d'actualisation des prix

BT01(0) = indice tous corps d'état appliqué à la dernière valeur définitive connue au premier jour du mois zéro

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au 1^{er} jour du mois précédant le mois de remise des offres.

Ce mois est appelé « Mois zéro » (M0).

L'actualisation de prix est effectuée sur demande écrite et détaillée du Titulaire au TNO.

Cette demande doit être envoyée, par courrier électronique (solene.feillard@theatre-odeon.fr) ou par lettre recommandée avec accusé de réception (Service des affaires juridiques et de la commande publique du Théâtre National de l'Odéon), **avant le début d'exécution des travaux et doit comporter le détail du calcul**. Le Titulaire transmet également, lors de cette demande, la DPGF actualisée. Après vérification du calcul, le Théâtre notifie son accord exprès par écrit au Titulaire afin d'entériner la prise en compte de la nouvelle DPGF. Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe jusqu'à la fin du marché. L'actualisation des prix s'applique à la baisse comme à la hausse.

8.3 Révisions des prix

Les prix sont fermes et non révisables.

ARTICLE 9. AVANCE ET RETENUE DE GARANTIE

9.1 Avance

Les conditions de l'avance sont fixées aux articles R2191-3 à R2191-19 du CCP. Sauf renoncement du Titulaire porté à l'Acte d'engagement, une avance sera accordée au Titulaire si le montant du Marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Son montant n'est ni révisable ni actualisable.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du Marché si la durée d'exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant divisé par cette durée exprimée en mois.

Conformément à l'article R. 2191-7 du CCP, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le Titulaire du Marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise.

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 50 % du montant du Marché et devra être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 80 % du montant du Marché. La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers.

9.2 Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5% du montant initial du marché, augmenté le cas échéant du montant des modifications en cours d'exécution, sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Pour les petites et moyennes entreprises, ce taux est réduit à 3% du montant initial du marché, augmenté le cas échéant du montant des modifications en cours d'exécution.

Le Pouvoir Adjudicateur autorise le Titulaire du Marché à substituer la Retenue de garantie par une Garantie à première demande d'un montant équivalent à la totalité de la retenue de garantie applicable, y compris les éventuelles modifications en cours d'exécution.

Cette Garantie à première demande doit être constituée au plus tard à la date de remise de la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas de non-constitution dans ce délai, la Retenue de garantie sera prélevée sur les paiements dus au Titulaire.

La Garantie à première demande doit être émise par un établissement bancaire de premier rang, agréé par le Ministère de l'Économie.

La mise en œuvre de la retenue de garantie est encadrée par les articles R2191-32 à R2191-42 du CCP.

ARTICLE 10. CESSION ET NANTISSEMENT

10.1 Cession et nantissement

Les créances nées de l'exécution du Marché passé peuvent faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement en application des articles R2191-45 et R2191-63 du CCP. La notification prévue aux articles R2191-54 à R2191-57 et R.2191-45 du CCP devra être adressée à l'adresse mentionnée ci-après.

10.2 Comptable assignataire

L'Agent Comptable du Théâtre National de l'Odéon
2 rue Corneille
75006 PARIS

ARTICLE 11. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

11.1 Lieu de livraison

Les prestations seront livrées et exécutées à l'adresse suivante :

Théâtre National de l'Odéon – Ateliers Berthier
1 rue André Suarès
75017 Paris

11.2 Période de préparation, programme d'exécution des travaux

11.2.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Le Titulaire devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du CCAG Travaux comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG Travaux.

Concernant les installations de chantier, il sera fait application de l'article 31 du CCAG Travaux.

11.2.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le Titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux et dans le CCTP.

Le Titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du Marché et pendant la Période de garantie des prestations, dans un délai de huit (8) jours, sur simple demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur.

11.3 Etudes d'exécution

Le Titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des Travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Le Titulaire est tenu de respecter les prescriptions définies par le CCTP.

11.4 Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

11.4.1 Gestion des déchets de chantier

Le Titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le Titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il devra prendre en compte et respecter les prescriptions détaillées au sein du CCTP.

Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

11.4.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le Délai d'exécution. A la fin des Travaux, le Titulaire doit avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état les emplacements qui auront été occupés par le chantier, selon les modalités prévues au CCTP.

11.5 Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le Titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des Travaux et prestations objet du Marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

ARTICLE 12. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1 Contrôles et essais

Avant réception des Travaux, le Titulaire réalisera tous les essais et contrôles nécessaires au bon fonctionnement des installations, selon les prescriptions de l'article G du CCTP, de l'article 13 du présent CCAP et selon les modalités suivantes :

En début de chantier, le Titulaire désignera la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et équipements ainsi que leur mise en œuvre. Elle indiquera les dispositions qu'elle compte prendre dans le cadre de l'assurance qualité. Le contrôle interne portera sur les points suivants :

- Fournitures : vérification de l'aspect et de la conformité aux normes et spécifications techniques.
- Stockage : vérification des protections relatives aux agressions atmosphériques et risques mécaniques.
- Documents : Procès-verbaux (PV) d'essais – Procédure de diffusion des documents d'exécution approuvés et retrait des documents périmés.
- Essais : le Titulaire établira les procédures d'essais de ses installations pour validation et fournira l'ensemble de ses autocontrôles.

Elle prévoira le personnel et le matériel nécessaire aux essais à réaliser en présence du représentant du TNO. Des essais complémentaires pourront être demandés par le TNO s'ils sont jugés nécessaires, dans les conditions fixées à l'article G du CCTP.

Lors des opérations préalables à la réception une liste de réserves pourront être établie. Le Titulaire devra procéder à la levée de ces réserves dans les délais impartis.

L'entreprise fera les essais :

- Des sécurités,
- De contrôle de la bonne marche de chaque partie de l'installation,
- De mauvaise manipulation pour en constater les effets.

Les comptes rendus des mesures et des essais seront consignés dans un rapport écrit le jour même et remis.

L'ensemble des prestations d'essais sont aux frais du Titulaire.

La validation de ces essais donnera lieu à la signature d'un procès-verbal de Mise en Service des Installations entre le Titulaire et le Pouvoir Adjudicateur.

12.2 Réception

12.2.1 Réception des travaux

La réception des travaux sera prononcée dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG Travaux.

Le TNO, lorsqu'il estime que des Travaux ne peuvent être admis que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner leur réception par une décision motivée.

La décision définitive sera notifiée au Titulaire, l'invitant à présenter à nouveau au Pouvoir Adjudicateur les prestations mises au point, dans le délai qui lui sera prescrit, ou à défaut dans un délai de quinze jours calendaires à compter de l'expiration du délai de réponse laissé au Titulaire tel que mentionné ci-dessus.

12.2.2 Réfaction

Par dérogation à l'article 41.7 du CCAG Travaux, lorsque le Pouvoir Adjudicateur estime que des Prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du Marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il pourra unilatéralement décider du principe d'une réfaction et du taux de cette réfaction proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Il informera le Titulaire de son intention de procéder à cette réfaction et du taux qu'il entend retenir l'invitant à présenter ses observations dans un délai de 7 jours à compter de la réception par le Titulaire de ladite information.

La décision définitive sera motivée et notifiée au Titulaire.

12.2.3 Levée des réserves

Le délai d'intervention du Titulaire pour l'exécution des travaux destinés à lever les réserves est fixé dans le procès-verbal de réception de travaux ou à défaut trente (30) jours calendaires à partir du jour où le constat des réserves est dressé et il n'est admis d'exception à cette règle que pour des motifs techniquement justifiés, sans toutefois excéder deux (2) mois.

Dans ce dernier cas et si les réserves sont de nature à empêcher la prise de possession des locaux, le Titulaire doit effectuer immédiatement les travaux prescrits par le Pouvoir Adjudicateur susceptibles de supprimer provisoirement les nuisances.

En cas d'inexécution des travaux dans le délai de 15 (quinze) jours calendaires, le Pouvoir Adjudicateur adresse au Titulaire, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception postale, une mise en demeure d'avoir à intervenir dans un délai déterminé à compter de la réception de cette lettre.

Passé ce délai, le Maître d'ouvrage est en droit de faire procéder aux travaux nécessaires à une autre entreprise.

Les travaux à effectuer en vue de la levée des réserves sont soumis, avant exécution, à l'approbation du Pouvoir Adjudicateur sans pour autant que les délais d'exécution soient remis en cause.

12.2.4 Ordres de service

Les ordres de service seront notifiés par le Maître d'ouvrage au Titulaire.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-Travaux, le Titulaire doit aviser par écrit le Maître de l'ouvrage des réserves qu'il aurait à formuler sur un ordre de service dans un délai de 48 heures.

12.4 Documents fournis après réception

Un dossier des ouvrages exécuté sera fourni selon les modalités prévues au CCTP.

ARTICLE 13. GARANTIE

13.1 Garanties

Les Travaux feront l'objet d'une Garantie de parfait achèvement d'un (1) an à compter de la Date de notification de la décision de réception. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG Travaux.

Elle peut être prolongée, sur demande du Maître d'ouvrage jusqu'à la réalisation complète de tous les travaux de réfections exigés au titre de la garantie de parfait achèvement, conformément aux dispositions de l'article 44.2 du CCAG Travaux.

Les éventuels constats d'achèvement partiel des prestations ne font pas courir le délai de garantie qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le Titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du Maître d'ouvrage.

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux, sont d'une durée de :

- 1 (un) an pour la garantie de parfait achèvement des travaux ;
- 2 (deux) ans pour la garantie de bon fonctionnement.
- 10 (dix) ans pour la garantie décennale

13.2 Garantie particulière pour des matériaux de type nouveau

Le Titulaire garantit le Maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage le Titulaire dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

ARTICLE 15. FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT

15.1 Règlement des comptes

15.1.1 Périodicité de facturation

Par dérogation à l'article 12 du CCAG Travaux, le règlement des sommes dues au Titulaire se fait par des acomptes puis par un solde, établis comme suit :

- Un acompte versé à l'issue de la phase d'étude,
- Un acompte versé à l'issue de la phase de fabrication
- Un acompte versé à l'issue de l'installation de la tribune télescopique
- Un solde versé à l'issue de la réception des travaux

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement des travaux.

15.1.2 Décomptes

Les paiements s'effectuent par acomptes et interviennent à la validation de chacune des tranches.

Le projet de décompte est établi par le Titulaire et envoyé, avec accusé de réception, au Maître d'ouvrage. La date de réception est portée sur les acomptes. Aucune situation ne devra être remise sur le chantier.

Le projet de décompte établi par le Titulaire constitue la demande de paiement.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la demande sur le portail.

Le projet de décompte mensuel établi par le Titulaire est accepté ou rectifié par le Maître d'ouvrage ou le Maître d'œuvre. Il devient alors le décompte. A partir du décompte, le Maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte à régler au Titulaire.

15.1.3 Décompte général définitif

Par l'application des articles 12.3.1 et suivants du CCAG Travaux, le marché fera l'objet de la procédure de décompte final et de décompte général. Ce document sera signé par la Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur et deviendra le Décompte Général.

Le projet de décompte final est remis par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur et sera accompagné d'un exemplaire de chaque avenant ou ordre de service approuvé.

Dans le cas de sous-traitance, le Titulaire fournira, à l'appui de son propre projet de décompte, le décompte définitif de chacun de ses sous-traitants dûment approuvé par les parties, et correspondant aux actes de désignation et avenants éventuels.

Le projet de décompte final par le Titulaire est accepté ou rectifié par le Pouvoir Adjudicateur. Il devient alors le décompte final.

Le décompte général comprend :

- La demande de paiement finale comme indiquée ci-dessus ;
- L'état du solde établi, à partir de la demande de paiement finale et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies pour les acomptes mensuels ;
- La récapitulation des acomptes mensuels et du solde.

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation. Le décompte général, signé par l'acheteur, est notifié au Titulaire par ordre de service dans un délai de quarante-cinq (45) jours, par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG Travaux, après la date de remise de la demande de paiement finale transmise au Maître d'ouvrage.

15.2. Modalités et adresse de facturation

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures selon les modalités suivantes

- par voie dématérialisée via le portail CHORUS PRO
(https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/) ;

Les identifiants du TNO sur la plateforme CHORUS PRO sont les suivants :

Code SIRET : 784 276 180 00014

Numéro d'engagement : non demandé par le TNO

Le dépôt, la transmission et la réception des demandes de paiement sont effectués exclusivement sur le portail Chorus Pro. Si la demande de paiement est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

15.3 Délai global de paiement

Le Pouvoir Adjudicateur se libérera des sommes dues par virement bancaire dans les délais fixés règlementairement à compter de la réception de la demande de paiement.

Toutefois, ainsi que le prévoit le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 € HT. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Ils sont calculés sur le montant total de la demande de paiement toutes taxes comprises.

Si le Théâtre National de l'Odéon est empêché du fait du prestataire ou de l'un de ses sous-traitants de procéder à l'opération nécessaire au paiement, le délai global de paiement est suspendu jusqu'à la remise par le prestataire de la totalité des justifications qui lui sont réclamées. Le Théâtre National de l'Odéon fera connaître par lettre au prestataire, par tout moyen permettant de garantir une date certaine, les raisons qui s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement. La suspension débute au jour de réception par le prestataire de cette lettre et prend fin au jour de réception par le Théâtre National de l'Odéon des justifications demandées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises. Un nouveau délai global égal à 30 jours est alors ouvert.

15.4 Paiement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres Prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue au présent document.

Le TNO se libérera des sommes dues au titre du présent Marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes bancaires mentionnés à l'annexe 1 de l'Acte d'engagement.

15.5 Taxe sur la valeur ajoutée

Les prix du Marché public sont hors TVA. Le montant des paiements sera calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment du fait générateur.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévue dans Le Marché public, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

15.6 Présentation et contenu des factures

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement est seul habilité à présenter l'ensemble des factures au TNO.

Chaque facture devra comporter, conformément aux dispositions de l'article D. 2192-2 du CCP, notamment les indications suivantes :

- La date d'émission de la demande de paiement ;
- Les nom et adresse du TNO : Théâtre National de l'Odéon, 2 rue Corneille, 75006 Paris ou du destinataire s'il est autre que le TNO
- La raison sociale, n° SIRET ou à défaut le n° SIREN et l'adresse du Titulaire ;
- L'objet et la description précise de la prestation ;
- La désignation et les quantités des travaux exécutés et livrés avec les délais d'exécution avec les lignes de la DPGF correspondantes ;
- Le numéro et l'intitulé du marché public et, le cas échéant, de chaque avenant, ainsi que le numéro et la date du devis ou des ordres de service (OS) ;
- Le montant total HT, le taux et le montant de la taxe à payer, le montant total TTC ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la demande de paiement ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total H.T., leur montant T.T.C. ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies H.T. et T.T.C. ;
- Toute autre information utile au paiement.

ARTICLE 16. PENALITES

Le présent article déroge à l'article 19 du CCAG Travaux.

Les dispositions suivantes s'appliquent à tout l'article :

- D'une manière générale, outre le fait que les Prestations non fournies ne seront pas payées, les pénalités définies ci-dessous seront appliquées par le Pouvoir Adjudicateur, dès constat du dysfonctionnement ou du non-respect des conditions contractuelles et ce sans mise en demeure préalable.
- Chaque heure ou jour de retard entamé est dû dans sa totalité. Par défaut, et sauf indication contraire, toutes les durées exprimées dans l'expression des pénalités sont calendaires, c'est-à-dire sans notion d'heures ou jours ouvrés, ouvrables, etc. (autrement dit : les heures de nuit, les samedis, les dimanches, les jours fériés ou chômés comptent pour le calcul des pénalités).
- Les pénalités sont cumulables pour des manquements distincts. Dans l'hypothèse où il y aurait une relation de cause à effet entre deux pénalités, la pénalité la plus forte est prise en considération.
- Les pénalités ne sont pas libératoires, c'est-à-dire que l'application d'une pénalité ne dispense pas le Titulaire de réaliser la prestation visée.

- Les pénalités sont exprimées en euros hors taxes (€HT).
- Le montant des pénalités n'est pas révisé sur la durée du Marché
- Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités ne peut excéder 20% du montant total du Marché
- Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux, il n'est pas prévu d'exonération des pénalités lorsque le montant total ne dépasse pas 1 000 € HT pour l'ensemble du marché public.
- Si l'application des pénalités soulève des contestations de la part du Titulaire, il appartient à ce dernier de prouver que leurs conditions d'application ne sont pas remplies. Les pénalités seront alors appliquées à titre conservatoire.

Pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations, imputable au Titulaire, des pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, d'un montant de 200 € HT par jour calendaire de retard, par dérogation aux stipulations de l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.

Pénalités liées au nettoyage de la zone de travaux et de remise en état des lieux

Le Titulaire est tenu de procéder à tous les nettoyages et raccords utiles en cours de réalisation des travaux et aux abords de la zone de travaux. En cas de non-observation de ces dispositions, il est prévu une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard.

Le repliement des installations nécessaires à la réalisation des travaux et la remise en état des lieux sont inclus dans le délai global d'exécution des travaux visés. Il est prévu une pénalité de 500 € HT par jour calendaire de retard.

Pénalité pour non remise de documents contractuels ou demandés dans le cadre de l'exécution du Marché

En cas de non remise des documents demandés par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire encourt une pénalité de 75 € HT par document et par jour calendaire de retard.

Pénalité pour absence aux convocations

En cas d'absence à une réunion de chantier ou à toute autre réunion à laquelle l'entrepreneur aura été convoqué, ce dernier, encourt une pénalité forfaitaire de 150 € HT par absence constatée.

Pénalité pour changement d'intervenant

En cas de mise à disposition d'un intervenant ne présentant pas les qualifications et expériences équivalentes, le Titulaire encourt une pénalité de 100 € HT par jour calendaire jusqu'à la mise à disposition d'un intervenant adapté.

Pénalité pour non-respect des prescriptions relatives à la sécurité

En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, notamment défaut port de casque, de ceinture de sécurité, de chaussures normalisées, d'échafaudage réglementaire, etc., à l'hygiène, à la signalisation générale et à la propreté du chantier une pénalité de 500 € HT sera appliquée par infraction constatée.

Pénalité pour dépôts de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites

En cas de dépôts de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites une pénalité de 500 € HT par infraction constatée sera appliquée.

Pénalités pour travail dissimulé

Si le Titulaire du Marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le Pouvoir Adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant toute taxe comprise du Marché ?

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 17. SOUS-TRAITANCE

Si le Titulaire souhaite recourir aux services d'un sous-traitant pour exécuter les prestations du Marché, il doit obtenir l'acceptation du Pouvoir Adjudicateur et l'agrément des conditions de paiement. En outre, aucune sous-traitance totale des prestations n'est admise.

Lorsque le montant des Prestations sous-traitées est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant est payé directement par le Pouvoir Adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire adresse au Pouvoir Adjudicateur un acte de sous-traitance (formulaire DC4) accompagné de tout document permettant d'estimer les capacités techniques et financières de la société à laquelle il envisage de sous-traiter une partie des prestations. Lorsque le montant des prestations est égal ou supérieur au seuil de l'article [D.8254-1](#) du code du travail, le sous-traitant transmet l'attestation de régularité fiscale, de paiement des cotisations sociales et le document d'immatriculation.

Le formulaire et sa notice explicative sont disponibles via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

ARTICLE 18. ASSURANCES ET RESPONSABILITE

18.1 Assurances

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels, matériels ou immatériels causés à l'occasion de l'exécution, ou de la non-exécution, des prestations qui constituent l'objet du Marché.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance décennale.

Pour ce faire, le Titulaire produit, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du Marché, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

À tout moment durant l'exécution du Marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans le délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

En cours d'exécution du Marché, en cas de changement affectant soit l'assureur, soit les termes des polices, le Titulaire s'engage à en informer le Pouvoir Adjudicateur, par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la nouvelle attestation d'assurance.

18.2 Responsabilité

Dans le cadre de l'exécution du marché public, le Titulaire est tenu à une obligation de résultat et de moyens dans la prise en charge des prestations.

Le Titulaire est responsable de tous les dommages directs et indirects résultant de l'exécution des prestations, objet du présent Marché.

Le Titulaire est seul responsable des accidents du travail dont son personnel pourrait être victime.

ARTICLE 19. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Conformément aux dispositions des articles L.8221-3, L.8221-5 et L.8222-1 du code du travail sur le travail dissimulé, le Titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent Marché, les documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du code du travail.

En cas de non remise des documents susmentionnés par le Titulaire, ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements fournis avant la notification du Marché, et après mise en demeure notifiée par écrit, restée infructueuse, le présent Marché peut être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail.

ARTICLE 20. RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE

Conformément notamment à la loi n°2021 -1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République notamment son article 1er du titre Ier, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

ARTICLE 21. CONFIDENTIALITE ET CLAUSE DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

21.1 Confidentialité et protection des données

Les dispositions de l'article 5 du CCAG Travaux s'appliquent.

Par dérogation à l'article 5.1.4 du CCAG Travaux, l'obligation de confidentialité s'applique à tous les documents qui ont été communiqués par le TNO, et ce sans qu'il soit nécessaire que lesdits documents aient été expressément identifiés comme confidentiels.

21.2 Utilisation par le Titulaire des droits de propriété intellectuelle du Théâtre National de l'Odéon

Toute utilisation par le Titulaire et/ou ses employés et/ou sous-traitants éventuels de l'enseigne commerciale, des logos, marques, signes distinctifs ou autres droits de propriété intellectuelle détenus par le Théâtre National de l'Odéon, au titre d'un droit de propriété intellectuelle ou d'une licence ou de tout autre fondement juridique est strictement interdite sans l'accord écrit, préalable et exprès du Théâtre National de l'Odéon.

ARTICLE 22 – QUALITE DE SERVICE

22.1 Engagements

Dans le cadre de son processus d'amélioration permanente de ses prestations, le Théâtre National de l'Odéon veille à la qualité de service.

Le Titulaire s'engage à respecter et à faire respecter par ses éventuels sous-traitants les règles suivantes :

- Garantir l'efficacité et la qualité des travaux ;
- Participer aux éventuelles réunions prévues par le Théâtre National de l'Odéon ;
- Adopter une attitude professionnelle et positive auprès du personnel du Théâtre National de l'Odéon ;
- Respecter le planning opérationnel.

Afin de garantir l'efficacité des engagements ci-dessus, le prestataire doit mettre en œuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires.

Le prestataire s'engage à informer et former son personnel sur les mesures d'amélioration du service rendu telles qu'indiquées au présent article.

En cas de non application des règles énoncées ci-dessus dûment constatés et signifiés, le Théâtre National de l'Odéon pourra résilier le présent marché selon les termes du présent CCAP.

22.2 Obligations de collaboration, d'information et de conseils

Le Titulaire s'engage à communiquer sans délai au TNO les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de l'exécution des prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite de l'ensemble. Egalement, le Titulaire est tenu d'alerter le TNO sur les imprécisions, les erreurs ou les incohérences contenues dans les descriptifs techniques.

Les parties s'engagent mutuellement à se communiquer toutes les informations et/ou événements et/ou documents qui seraient utiles pour la bonne exécution du marché public.

Le Titulaire remet au Théâtre l'ensemble des documents demandés dans le CCTP et/ou ses annexes, à défaut, il s'expose à l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

Le Titulaire est tenu à une obligation générale de conseil renforcée. À ce titre, il doit fournir spontanément au TNO l'ensemble des conseils, mises en garde, recommandations et alertes nécessaires à la bonne exécution des prestations. Les conseils à la charge du Titulaire dans le cadre de l'exécution du Marché doivent faire l'objet d'un rapport écrit remis au TNO.

Précisément, le Titulaire a un devoir de conseil s'il se rend compte lors de ses interventions de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations. Le Titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le présent marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

22.3 Garantie de compétence et réactivité

Le Titulaire s'engage à faire exécuter les prestations, objet du marché, par un ou plusieurs intervenants de compétences et de qualification adaptées aux besoins du TNO. Le Titulaire est seul responsable des intervenants qui demeurent sous son contrôle, sa direction et son autorité hiérarchique.

Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations en application de son savoir-faire, de ses méthodes et de son expérience.

En conséquence, il s'engage pendant toute la durée de la mission notamment à :

- Constituer des équipes de personnels compétents, c'est-à-dire formés en conformité avec les besoins de l'acheteur ;
- Veiller et contrôler le maintien constant des compétences, de l'homogénéité des équipes, de leur disponibilité, de leur réactivité, de leur composition ;
- Maintenir une forte réactivité, notamment en adaptant très rapidement la composition de ses équipes en cas de difficulté.

Sans diminuer pour autant ses obligations contractuelles vis-à-vis du Théâtre, notamment en termes de niveau de qualité des prestations, et plus généralement de respect de l'ensemble de ses obligations, le Titulaire doit pouvoir répondre aux demandes spécifiques du Théâtre avec un niveau de réactivité élevé.

ARTICLE 23. RESPONSABILITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

Le Titulaire s'inscrit dans une démarche de développement durable.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché sur simple demande du Théâtre.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du Titulaire pendant la durée du présent Marché.

Egalement, dans le cadre de l'exécution des prestations du présent Marché, nous recommandons au Titulaire de :

- Utiliser **des moyens de transport non polluants** (véhicules hybrides ou électriques notamment) ;
- **Protection des sols** :
 - Réduire au maximum les emballages jetables. Dans le cas où ces emballages jetables sont indispensables, privilégier des matériaux recyclés et recyclables ;
 - Ne pas rejeter de produits polluant et d'effluents liquides non traités dans le milieu naturel

- (règlementation) ;
 - Ne pas rejeter de produits dans le réseau d'eaux usées (règlementation) ;
 - Ne pas déposer de produit dangereux à proximité d'une zone sensible (cours d'eau, réseau d'égout, etc.) ;
 - Pas de stockage de matériaux pollués ou polluants directement sur le sol ;
 - Nettoyer immédiatement les traces d'hydrocarbures au sol liées au chantier.
- **Déchets** : Le Titulaire du marché prendra l'ensemble des mesures nécessaires pour organiser à la source le tri des déchets, l'évacuation ou la réutilisation des déchets autres que les matériaux extraits lors des travaux. L'entreprise s'engage à cette fin, qu'aucun dépôt hors des décharges prévues à cet effet ou enfouissement d'ordures et aucun brûlage, ne serait réalisé. Elle prendra toutes les mesures pour éviter les pollutions croisées avant que les déchets ne soient placés dans des contenants adaptés.
- **Modalités de suivi de la gestion des déchets** : Le Titulaire apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination des déchets et de la conformité à la réglementation de cette destination. Un bordereau de suivi des déchets devra être remis à l'acheteur.
Si une entreprise ne souhaite pas participer à la gestion des déchets mise en place sur le chantier car elle possède sa propre filière de traitement de déchets, elle devra fournir au maître d'ouvrage un justificatif.

Concernant la prestation supplémentaire éventuelle : dans le cas où le Pouvoir Adjudicateur choisit de lever la PSE, il est demandé au Titulaire de privilégier son réemploi dans une filière de réemploi, de l'économie sociale et solidaire, ou tout moyen permettant de réemployer les matériels.

Le Titulaire indique dans son mémoire technique la solution proposée pour le traitement de la tribune enlevée.

- **Matériaux employés** : le Titulaire utilise autant que possible des matériaux peu carbonés (métaux recyclés par exemple) ainsi que de la peinture à faible impact environnemental.

Le Titulaire devra alerter immédiatement le Pouvoir Adjudicateur en cas d'incident environnemental (pollution accidentelle, etc.).

ARTICLE 24. MODIFICATIONS DU MARCHE - CLAUSE DE REEXAMEN

24.1 Modifications affectant le Titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au TNO, par lettre recommandée avec accusé de réception, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- Fusion-absorption, fusion-acquisition ou scission du Titulaire ;
- Tout redressement fiscal définitif et exécutoire qui lui serait notifié ;
- Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public, comme une modification au sein de l'équipe dédiée par exemple.

24.2 Modifications affectant le Marché – Clause de réexamen

24.2.1 Cas ouvrant droit à la modification

Conformément à la réglementation en vigueur, notamment aux articles L2194-1 et R2194-1 à 2194-10 du CCP, pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques d'exécution du Marché, imprévisibles au moment de sa passation, ainsi que des événements extérieurs aux Parties, les modalités d'exécution du Marché pourront être modifiées, dans les conditions visées dans le présent CCAP, et dans les cas suivants :

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le Titulaire pourra proposer au Pouvoir Adjudicateur la substitution d'un nouveau Titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

Le Pouvoir Adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

Modification des travaux

Lorsque les modifications sur les travaux initialement prévus sont demandées par le Pouvoir Adjudicateur, il est demandé au Titulaire de fournir :

- La description précise des modifications proposées,
- Le cas échéant, les justificatifs techniques et fonctionnels,
- L'évaluation des conséquences financières et calendaires,

Le prix global et forfaitaire présenté dans l'Acte d'engagement sera ainsi augmenté ou diminué, en fonction des modifications prévues. Le montant des modifications est calculé à l'aide des prix unitaires figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire par le Titulaire à l'appui de son Acte d'engagement.

Les travaux modificatifs devront faire l'objet d'un avenant au Marché.

Ces modifications doivent être strictement liées à l'objet du Marché et nécessaires pour assurer la bonne exécution ou l'adaptation du projet aux circonstances nouvelles

Variation significative dans les coûts

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder pendant l'exécution du Marché, dès lors que les circonstances l'exigent à des modifications du marché dans le respect des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du CCP.

En cas d'évolution des conditions économiques et/ou techniques, les parties, sans remettre en cause l'économie générale du Marché, pourront se rencontrer, afin de réexaminer les conditions d'exécution du Marché, notamment financières, pour tout fait ou acte qui remet en cause l'équilibre financier du Marché, entendu comme une variation significative des postes de produits ou de charges pour des motifs extérieurs au Titulaire.

Sont notamment considérées comme évolutions significatives justifiant un réexamen, l'évolution significative dans les coûts des matériaux.

Les parties s'engagent à se réunir dans un délai raisonnable afin d'examiner de bonne foi les conséquences, notamment financières, de ces évolutions. Le cas échéant, elles conviendront par avenant des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts et des ajustements nécessaires, conformément aux dispositions applicables.

Les modifications résultant de la présente clause feront l'objet d'un avenant signé par les parties, conformément aux modalités précisées à l'article 22.2.2 du présent CCAP.

24.2.2 Modalités de modification

La modification du Marché donne lieu au respect de la procédure suivante :

1. Une demande de modification est formulée à l'initiative :
 - soit du Pouvoir Adjudicateur ;
 - soit du Titulaire, sur production de pièces justificatives claires et détaillées. Une demande de modification non-justifiée ne fera lieu à aucune procédure de modification de la part du Pouvoir Adjudicateur.
2. La transmission de cette demande donne lieu à un échange écrit ou à une rencontre entre les Parties afin de détailler les caractéristiques de la modification souhaitées, et, en cas de modification à la demande du Titulaire, d'en vérifier le bien-fondé.
3. Si la modification est acceptée par le Pouvoir Adjudicateur, les Parties l'entérineront par la signature d'un avenant.

ARTICLE 25. SUSPENSION DES PRESTATIONS, ARRÊT DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET DEFAILLANCE DU TITULAIRE

25.1 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du Marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur, ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par le Théâtre. Lorsque la suspension est demandée par le Titulaire, le Théâtre se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze (15) jours calendaires à compter de la décision de suspension des prestations, les Parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du Titulaire pendant la suspension. Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au Marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les Parties, le Titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 26 du présent CCAP.

25.2 Arrêt de l'exécution des prestations

L'arrêt de l'exécution des prestations peut être décidé par le TNO à l'issue de chaque partie technique (ou phases), ou l'issue de la période de transition. Une telle décision reposera soit sur un constat d'échec, soit sur une faute.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraînera une résiliation du présent marché public sans le versement d'indemnités au Titulaire.

25.3 Défaillance du Titulaire

En cas d'interruption des prestations incombant au Titulaire, le Théâtre est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du Titulaire et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer le service dû par le Titulaire.

Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative et efficace du Titulaire n'est intervenue dans un **délai de vingt-quatre (24) heures** qui suivent la réception par le Titulaire du courrier envoyé en LRAR par voie postale et/ou électronique précisant les manquements.

Les frais résultants de cette substitution sont imputés sur les sommes dues au Titulaire.

ARTICLE 26. RESILIATION

Le Marché pourra être résilié par le Pouvoir Adjudicateur dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG Travaux.

26.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur résilie Le Marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité forfaitaire de résiliation calculée en appliquant au montant initial HT, un pourcentage égal à 5 %, diminué des prestations admises.

26.2 Résiliation pour faute du titulaire

Le Pouvoir Adjudicateur pourra résilier Le Marché selon les dispositions du CCAG Travaux. Le TNO se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

En complément de l'article 50.3 du CCAG Travaux, La résiliation sera prononcée **un (1) mois** après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet ou sans contestation, le délai courant à compter de la date de réception de la lettre recommandée.

Aucune indemnisation de quelque nature que ce soit ne sera due au Titulaire en cas de résiliation pour faute.

Egalement, en cas de faute du Titulaire ou si la mission n'est exécutée que partiellement, le Théâtre pourra prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du Titulaire et notamment celles permettant d'assurer provisoirement la continuité du service.

26.3 Résiliation pour événements liés au Marché

Cas de force majeure

Est considéré comme un événement de force majeure, tout événement extérieur aux Parties, irrésistible et imprévisible qui met le Titulaire dans l'impossibilité absolue de poursuivre l'exécution du marché pour des raisons indépendantes de sa volonté et d'obstacles qui ne peuvent être surmontés.

Aucune partie n'encourt de responsabilité pour n'avoir pas accompli ou avoir accompli avec retard une obligation au titre du présent marché, dès lors qu'un tel manquement ou retard résulte directement ou indirectement d'un événement de force majeure.

En cas de survenance d'un événement de force majeure, chacune des Parties a l'obligation de prendre, dans les meilleurs délais, toutes les mesures raisonnablement envisageables pour en atténuer l'impact sur l'exécution de ses propres obligations. La Partie qui, par action ou omission, aurait sérieusement aggravé les conséquences d'un événement présentant les caractéristiques de la force majeure n'est fondée à l'invoquer que dans la mesure des effets que l'événement aurait provoqués si cette action ou omission n'avait pas eu lieu.

Lorsque l'une des parties invoque la survenance d'un événement de force majeure et dès qu'elle en a connaissance, elle le notifie dans un **délai de sept (7) jours calendaires** à l'autre partie, par tout moyen, doublé d'une lettre recommandée avec avis de réception.

Si la survenance d'un cas de force majeure a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution du contrat, la résiliation du marché pourra être prononcée par une des deux parties dans un **délai de six (6) mois à partir de la date de notification de l'évènement de force majeure par la partie qui l'invoque, par LRAR.**

La résiliation donne lieu au versement par le Théâtre National de l'Odéon au Titulaire d'une indemnité, dont le montant est déterminé par accord entre les parties déduction faite de toutes sommes restant dues au Théâtre par le Titulaire à la date de prise d'effet de la résiliation, notamment des éventuelles pénalités dont le Titulaire resterait redevable vis-à-vis du Théâtre en application du présent marché.

Difficultés d'exécution du Marché

Lorsque le Titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, le Théâtre peut résilier le marché, sans indemnité pour le Titulaire et sans avertissement préalable, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Etat d'urgence sanitaire

Le TNO peut se trouver contraint de résilier Le Marché dont l'exécution est rendue impossible en raison d'une décision prise par les autorités administratives compétentes dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire. Dans ce cas de figure, qui correspond à un cas de force majeure, le titulaire sera indemnisé à hauteur des dépenses qu'il a dû spécifiquement engager en vue de l'exécution des prestations annulées sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 27. REGLEMENT DES LITIGES

Conformément à l'article 55 du CCAG Travaux, le Théâtre et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent.

Tout différend entre le Titulaire et le Théâtre doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au Théâtre dans le délai de **deux (2) mois** courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le Théâtre dispose d'un délai de **deux (2) mois**, courant à compter de la réception du mémoire en réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Lorsque le Théâtre et le Titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue de la procédure décrite ci-dessus, ils privilégient le recours à la signature d'un protocole transactionnel, à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou encore à l'arbitrage dans les hypothèses et les conditions prévues par le Code de la commande publique.

La partie qui saisit d'un différend le comité consultatif de règlement amiable compétent supporte les frais de l'expertise, s'il en est décidé une, dans l'attente du règlement amiable définitif du différend. La saisine d'un comité consultatif de règlement amiable des différends interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par le Théâtre sur l'avis du comité.

La saisine d'un conciliateur ou d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation ou médiation ou de la constatation par le conciliateur ou le médiateur de l'échec de sa mission.

Pour les réclamations auxquelles a donné lieu le solde du marché, le Titulaire dispose d'un délai de **deux (2) mois**, à compter de la notification de la décision prise par le Théâtre ou de la naissance de la décision implicite de rejet pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le Titulaire est réputé avoir accepté cette décision

ARTICLE 28. DEROGATIONS

Liste des dérogations aux CCAG Travaux :

CCAP	CCAG Travaux
12.2.2	41.7
12.2.4	3.8.2
15.1.1	12
15.1.3	12.4.2
16	19, 19.2.1, 19.2.2
21.1	5.3.4